

économie constitue une perspective intéressante, avec ou sans NIE, et concerne avant tout les élites, ce qui ne constitue pas toute l'économie, tant s'en faut.

Georges RAEPSAET

Pascale DERRON (Ed.), *Économie et inégalité. Ressources, échanges et pouvoir dans l'Antiquité classique*. Huit exposés suivis de discussions. Entretiens préparés par Sitta VON REDEN. Vandœuvres, Fondation Hardt, 2017. 1 vol. 14,5 x 22 cm, XI-394 p., ill. (ENTRETIENS SUR L'ANTIQUITÉ CLASSIQUE, 63). Prix : 75 FS. ISBN 978-2-600-00763-4.

Le problème des inégalités socio-économiques est évoqué régulièrement dans les débats récents sur l'économie antique, en relation notamment avec la querelle primitiviste-moderniste. Sitta von Reden, qui a préparé cette rencontre, définit les termes du débat avec la vigueur critique qu'on lui connaît et interpelle d'emblée les chercheurs par une comparaison forte avec le monde d'aujourd'hui où les inégalités entre les pays, les régions et les gens croissent de manière fulgurante, où 1 % de la population mondiale détient plus de 50 % de la richesse produite. Cette économie dite de la « réussite », des enrichissements et des émancipations socio-économiques, souvent mise en valeur dans les travaux « modernistes » qui dominent la recherche antiquisante actuelle – on pourrait ajouter comme dans les droites néolibérales aujourd'hui –, n'a-t-elle pas comme corollaire la croissance des inégalités ? Walter Scheidel a montré clairement que pour l'Antiquité, ce que les économistes actuels les plus critiques constatent également, les inégalités ne sont pas résorbées ou atténuées par la croissance économique, mais bien renforcées. Les « allègements » d'inégalité par l'affranchissement, par exemple, ne changent rien au déficit démocratique structurel des États et Cités dont la politique et les institutions concourent à maintenir un état d'inégalité et de dépendance. Les « Entretiens » se proposent de développer un point de vue ciblé pour affiner le thème : mesurer le contrôle par l'État des espaces de production et le poids du pouvoir politique et institutionnel dans la formation des inégalités. Dans le marxisme classique, les rapports de production et de partage des plus-values sont envisagés dans un cadre national. Les économistes progressistes d'aujourd'hui analysent les inégalités dans un contexte plus large de développement du capital et du marché. Les grilles d'analyse et le potentiel documentaire pour l'Antiquité n'offrent pas les mêmes possibilités, ce qui entraîne légitimement l'utilisation des sources les plus riches et dès lors le choix privilégié de la géographie économique, de l'espace de vie, de la *Landschaft*- et de la *Siedlungsarchäologie* pour évaluer les inégalités. La hiérarchisation idéologique des espaces productifs (forêts, montagnes, espaces agraires et maritimes) agit peu ou prou sur les « chances » des occupants. Les territoires et terroirs sont politiquement contrôlés par des infrastructures, institutions, sécurisation militaire, contraintes fiscales qui structurent la production de manière contraignante. Le questionnement portera donc sur cette question : jusqu'à quel point les contrôles socio-politiques influencent-ils l'économie des espaces productifs et les inégalités sociales ? Quatre dimensions spatiales sont envisagées : le paysage comme forme naturelle et du point de vue du contrôle étatique sur les ressources ; les zones frontalières où l'archéologie décèle un potentiel de développe-

ment remarquable ; l'interaction régionale ; l'espace impérial qui conditionne la production, la consommation et le partage des richesses de manière très diversifiée et d'intensité très différente. Ou, comment le pouvoir et le contrôle impérial sur les régions se forment-ils et se manifestent-ils ? Et comment façonnent-ils et creusent-ils les inégalités ? Le cahier des charges proposé par Sitta von Reden est plutôt « engagé ». Les études de cas, plus nuancées. Elles concernent, sous la plume de Sylvian Fachard, les investissements athéniens dans des contrées frontalières entre Attique et Béotie pour conforter des positions stratégiques et mettre en valeur les terres au profit des élites athéniennes. Nicholas Purcell analyse ensuite les communautés des régions de montagnes, entre culture identitaire, dynamiques propres, mobilités, images d'étrangeté, et prises en charge par le pouvoir central qui peut en consolider les originalités tout en inscrivant des politiques structurées et des structures intégratives, au-delà de particularités géographiques marquées. Autre espace original, le désert oriental égyptien, région *a priori* hostile occupée par de farouches nomades, et qui sous l'Empire se « normalise » selon les critères de Rome, avec infrastructure routière et militaire, mise en valeur économique, contrôle efficace d'une route commerciale majeure entre Méditerranée et Mer Rouge. Deux cultures s'y côtoient sur une base inégalitaire sans guère d'acculturation. Le désert de Gary Reger fait place aux économies forestières de Robyn Veal. Lieu de vie difficile pour les habitants, mais ressource considérable à qui sait l'exploiter, la forêt offre au pouvoir comme aux filières privées un potentiel économique intéressant qui ne va pas sans creuser des inégalités pour les communautés indigènes. Le contrôle de l'espace en Espagne par l'implantation de colonies est analysé avec nuance par Francisco Beltran Lloris qui y trouve des situations contrastées, et des cas « positifs » où les communautés indigènes voisines peuvent y trouver leur avantage. Alain Bresson revient sur les monnaies comme instrument de contrôle institutionnel et pouvoir d'influence sur l'économie et la société. Qu'est-ce qui favorise l'égalité ou l'inégalité sous l'Empire dans l'espace provincial, se demande Frédéric Hurllet qui souligne la structure intégrative de la *pax romana* garantie par une pression fiscale qui peut aussi générer des résistances fortes et des révoltes. Les élites locales s'y retrouveront au fil du temps et au bout du compte sans modifier les composantes inégalitaires de base de la société. Les réformes de la Tétrarchie sont abordées par Peter Eich. Efficaces, les réformes, notamment en ce qui concerne la fiscalité, à côté de certains avantages, favorisent les élites du pouvoir et creusent de nouvelles inégalités. Au total, on conçoit bien qu'un pouvoir fort structure territoire et ressources à son profit et que les élites, petites ou grandes, trouvent leur compte dans les investissements consentis, sans garantir une amélioration du niveau de vie pour la majorité des gens, conséquence collatérale éventuelle difficile à évaluer. Pourtant le cas existe et les indigènes de *Caesar Augusta* dont le sort s'améliore par l'implantation de la colonie n'est pas si exceptionnel. Les paysans de Germanie dont les conditions de vie étaient précaires avant les Romains trouvent eux aussi un avantage certain à la présence des troupes sur le Rhin. Ici, point d'élites, mais des paysans dont le confort s'améliore au fil du temps. Du point de vue des ordres et des hiérarchies sociales, cela ne change rien aux inégalités structurelles, ni à l'aliénation des forces productives, à l'époque romaine comme aujourd'hui, mais il faut quand même admettre qu'il y a plus de gens qui vivent mieux sous la *pax romana* qu'avant.

Georges RAEPSAET